

## GRM 2<sup>e</sup> année – 2<sup>ème</sup> séance (11/10/2008)

### Antoine Janvier, Stéphane Legrand, « La conjoncture 1848 I : Marxisme et blanquisme face à 1848 : deux lectures de la conjoncture »

Dans cette séance consacrée à deux lectures divergentes de l'événement, pour le dire vite une lecture marxiste et une lecture qu'on peut qualifier de « blanquiste »<sup>1</sup>, nous nous proposons de dégager une ambiguïté dans le texte de Marx *Les luttes de classes en France (LCF)* entre deux manières d'interpréter les événements de 48 et d'en déplier les enjeux<sup>2</sup>; puis, dans un second temps, d'aborder la « constellation blanquiste » par l'inscription de son positionnement dans cette dualité d'interprétation et par l'identification des raisons de ce positionnement. Cette dualité, posons-la une première fois grossièrement : d'une part une lecture dialectique de la conjoncture, qui en fait un moment nécessaire du cours de l'histoire des luttes de classes ; d'autre part une lecture non-dialectique de la conjoncture, en termes de conjonctions indéterminées et contingentes de forces dont l'action peut toujours précipiter le devenir.

Bien entendu, l'analyse de Marx penche irrémédiablement vers la première lecture. Reste que, à certains moments, en raison, sans doute, de l'indétermination de la situation – et de son issue – dans laquelle Marx écrit ou dans laquelle il se replonge pour écrire, on dirait que la nécessité dialectique se relâche, et que les choses, pour reprendre une formule utilisée à plusieurs reprises par Marx lui-même pour qualifier cette complication de l'histoire (eu égard à la simplicité apparente de la dialectique), semblent *se précipiter* (dans le texte allemand : *beschleunigen*). Bien plus, *LCF*, dans la mesure où les articles qui y sont rassemblés se veulent des compréhensions à chaud et à même les événements, dans toute leur complexité, ne déploie l'armature théorique de la dialectique – qu'on peut trouver, par exemple, dans toute sa force et sa violence dans le *Manifeste* paru quelques mois (quelques jours, même) avant les événements – qu'en la plongeant dans la masse multiple et contingente des faits recensés. L'effet qui en résulte est la complication de cette armature théorique. Pour épouser la complication de l'histoire, compliquant le modèle dialectique, *LCF* s'offre à nous comme le lieu d'un noeud improbable entre deux tendances incompatibles. C'est là, sans doute, le résultat d'une dualité de statut de *LCF*, entre texte théorique et écrit de conjoncture. En clair : Marx (le pauvre) est le cul entre deux chaises. C'est ce qui rend ce texte si tortueux et si difficile ; c'est également ce qui fait sa richesse.

Ce serait donc appauvrir considérablement le texte de Marx que d'y voir une simple application du principe dialectique de la contradiction motrice, comme s'il s'agissait de faire descendre des cieux idéalistes l'hégélianisme pour le remettre sur ses pieds matériels. La finesse de l'analyse de Marx tient à la prise en compte non seulement de la pluralité factuelle qui l'oblige à décrire avec minutie l'enchevêtrement de contradictions multiples, mais aussi de *l'indétermination* que Marx repère au sein même des éléments nombreux qui apparaissent comme les causes de 48. Sans la prise en compte de cette indétermination, l'explosion insurrectionnelle est incompréhensible. Les causes seules ne suffisent pas à l'expliquer, pas plus qu'elles n'expliquent la suite des événements de la conjoncture 1848-1851.

En effet, dès les premières pages de *LCF*, Marx s'emploie à dénombrer les causes de la révolution de Février, sous la forme de contradictions dont il semblerait, en première analyse, que l'accumulation justifie leur radicalisation (l'ajout de chaque contradiction aux autres rejaillissant sur chacune d'entre elles) et l'explosion qui s'ensuit : contradiction économique et politique interne à la classe bourgeoise entre aristocratie financière au pouvoir depuis juillet 1830 et bourgeoisie foncière et industrielle dans l'opposition ; contradiction entre un pouvoir à la vie de plus en plus

---

1 Selon la suggestion d'Alix Héricord dans sa présentation du livre de François Pardigon, *Episodes des journées de juin 1848*, Paris, La Fabrique, 2008, intitulée « Une mémoire d'outre-tombe », pp. 28-33.

2 Nous citerons le texte de Marx d'après la traduction Rubel en poche, reprise de l'édition en Pléiade : Karl Marx, *Les Luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 2007.

dépendance et une population dont les différentes classes se trouvent progressivement dans un état de dénuement avancé (« D'un côté, les orgies éhontées de l'aristocratie financière, de l'autre, la lutte du peuple pour les denrées de première nécessité. A Buzançais, on exécuta les émeutiers de la faim, à Paris des escrocs repus furent soustraits aux tribunaux par la famille royale. » *LCF*, 15); contradiction entre un mode de vie de l'aristocratie financière et « les lois bourgeoises elles-mêmes » (*LCF*, 13) ; contradiction entre les intérêts économiques de l'aristocratie financière et les conditions mêmes par lesquelles ces intérêts peuvent être satisfaits, à savoir l'Etat (contradiction entre l'endettement de l'Etat et son équilibre budgétaire permettant non seulement son maintien, mais également son endettement lui-même) ; contradiction entre une politique étrangère gouvernementale d'alliance avec les puissances réactionnaires et un sentiment populaire à la fois nationaliste et favorable aux soulèvements populaires dont l'apparition renforce cette contradiction (en Pologne, en Suisse, à Palerme). On peut voir dans la suite du texte l'attention soutenue que Marx porte aux contradictions qui traversent la période 48-51 et lui permettent d'expliquer les divers bouleversements qu'elle connaît.

Cependant, malgré l'importance et les effets réels de ces contradictions, il semblerait que Marx ne puisse s'en satisfaire : ce sont des causes nécessaires, mais non suffisantes. Continuons à prendre pour exemple privilégié l'analyse du bouleversement de Février. On peut dénombrer à l'infini ces contradictions : leur accumulation ne permet pas de rendre raison de leur conjonction en tant que cette conjonction produit un effet, le soulèvement des 22, 23 et 24 février 1848. A s'en tenir aux causes recensées, on ne comprend pas deux choses : premièrement ceci que les opposants à la Monarchie de Juillet s'entendent pour la renverser ; deuxièmement, le moment de l'explosion insurrectionnelle : pourquoi ces jours-là ? pourquoi à ce moment et pas deux, trois ans auparavant, ou même quelques mois, puisque la plupart des contradictions recensées avaient déjà cours ? Premièrement donc, chacune des classes énoncées est en condition de se révolter, mais pour des raisons totalement différentes, tellement différentes que les modalités de la révolte le sont également, et qu'il est, par conséquent, totalement incompréhensible, en l'état, que ces raisons convergent vers une insurrection. Deuxièmement, ce moment-là : c'est à la fois fort tôt et fort tard. Fort tôt pour les raisons que l'on vient dire : il est loin d'être évident que la bourgeoisie industrielle, la petite-bourgeoisie et le prolétariat aient été dans une situation de convergence (on reviendra sur ce point), c'est-à-dire que les conditions d'un rassemblement effectif et conséquent soit mûr. Fort tard, parce que les frasques de l'aristocratie financière, son mode de fonctionnement, sa conflictualité politique et économique avec la bourgeoisie industrielle, sa politique étrangère ne datent pas vraiment d'hier (ou plutôt : de février 48).

Ce que nous identifions ici avec Marx, c'est l'insuffisance d'une lecture mécaniste causale de l'insurrection, comme si l'on résistait ou se soulevait en raison d'intérêts objectifs, comme si la révolte d'un peuple était la résultante pure et simple de contradictions. Insistons quelque peu sur ce point. Les mouvements insurrectionnels ou, d'ailleurs, les mouvements de résistance ne sont jamais la résultante mécanique de rapports sociaux existants et des intérêts objectifs qu'ils déterminent. En d'autres termes, plus philosophiques mais qui cernent mieux le problème : les raisons qui font qu'on se révolte ne sont jamais les raisons qu'on aurait de se révolter. On ne se révolte jamais pour les bonnes raisons, celles qui sont théoriquement explicables en termes d'intérêt objectif. Et ce précisément parce que l'ordre social et donc les rapports sociaux réglés contre lesquels on se révolte ne peuvent être tels, c'est-à-dire ordonnés et réglés, ne peuvent exercer une domination régulière et durable que parce que leurs sont consubstantiels certains mécanismes par lesquels ils obtiennent l'adhésion de ceux-là même qui auraient intérêt à le transformer ou à le renverser. C'est ce qui résulte du concept même de luttes des classes comme constitutives de la formation sociale. En effet la lutte est donnée, même à l'état virtuel, comme une coordonnée de la formation sociale. Et la lutte est doublement inégale : inégale en termes d'asymétrie dans les rapports de domination et inégale, dans le sens inverse, en termes de rapports de force, puisque les dominés sont objectivement plus « forts » du pur et simple point de vue de la *potentia*. Il en découle que la donnée de base de l'ordre social, en tant qu'ordination de la lutte des classes, c'est d'entraîner mécaniquement la tendance des

classes dominées à ne pas lutter en vue de leurs intérêts. C'est un axiome wébérien de base : les conditions de l'adhésion des dominés au système qui perpétue leur domination sont toujours déjà données dans une structure sociale. On en trouvera une confirmation frappante dans les propos de François Pardigon en préface à ses *Episodes des journées de juin 1848* : à la limite, pour un opposant à un système donné, le plus dur n'est pas, au sein d'une structure sociale, la lutte dans la rue pour la république et contre les formes d'oppression bourgeoise ; le plus dur, la lutte « la plus rude », c'est celle qui va à l'encontre « [des] mille obstacles qui font barrière à l'émancipation de l'homme jeune au moment où il sort de la vie de famille pour entrer dans la vie sociale. De tous les combats, c'est le plus meurtrier pour la démocratie, car c'est celui qui lui enlève le plus d'adeptes. L'autorité paternelle, l'affection de la mère, l'entourage des proches et des amis, la somme totale des intérêts, concluent à la routine, et opposent, sans vergogne, à la morale peu lucrative des intérêts et des droits généraux la morale plus stimulante des intérêts particuliers, des immunités personnelles »<sup>3</sup>, morale qui est d'emblée donnée avec la structure sociale comme ce qui conditionne toujours déjà en son sein l'adhésion des dominés à l'ordre qu'elle reproduit – et donc à la place qu'ils sont déterminés à venir y occuper et dans laquelle ils sont conduits, pour exister comme sujets, à se reconnaître. Ainsi, les conditions d'un refus de ce système relèvent par définition de ce qui ne peut pas être donné. Dit autrement : les causes recensées ne suffisent pas à rendre raison d'une explosion insurrectionnelle, d'un événement révolutionnaire.

On pourrait penser, à poursuivre le texte de Marx (pas trop loin : page 15), que l'insuffisance de ce recensement des causes, de ce qui apparaît comme les causes directes de Février, tient à leur relative superficialité par rapport à ce qui détermine réellement, et en dernière instance, le cours de l'histoire aux yeux de Marx : la situation économique mondiale. En effet, après avoir dénombré lesdites causes, Marx repère deux événements qui semblent être, « finalement », les véritables et fondamentales raisons de 48. Quels sont ces événements? Ce sont « deux événements économiques de portée mondiale » : premièrement la disette issue de problèmes agricoles ; deuxièmement la crise générale du commerce et de l'industrie en Angleterre issue des revers subis par les spéculateurs en actions des chemins de fer. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces événements ne sont pas des causes 'plus fondamentales' que les causes énoncées plus haut. Justement parce que ce ne sont pas, à proprement parler, des causes. Ces deux événements, qui à la fois « *précipitèrent l'explosion du malaise général et mûrirent l'humeur à la révolte* » (p. 15; nous soulignons), c'est-à-dire qui à la fois marquent une accélération brusque dans le processus insurrectionnel, provoquent l'insurrection par une cristallisation des différentes lignes de causalités le préparant, et à la fois portent à point un état d'esprit, en s'inscrivant dans un processus de maturation déjà à l'oeuvre, ces deux événements donc sont tout sauf des moments de rupture à effets quasi-immédiats qui provoqueraient instantanément l'insurrection. De tels moments de rupture seraient plutôt à compter dans l'ordre des causes dont nous parlions plus haut. Mais les événements sont d'un autre ordre : ils précipitent une explosion et mûrissent un état d'esprit. Qu'est-ce à dire?

Notre hypothèse est la suivante : ces événements qui, finalement, provoquent l'insurrection, ne la causent pas ; ils déterminent les éléments d'une situation à devenir les causes d'un événement dont le surgissement tient à autre chose qu'à ces éléments. On pourrait dire, si la métaphore n'était pas mauvaise, que ces événements définissent l'atmosphère d'une situation, atmosphère dans laquelle les éléments objectifs de la situation se cristallisent en causes d'un bouleversement dont, ni les causes ni les deux événements, à eux seuls, ne rendent raison. Ce que « précipiter » et « mûrir » nous indiquent (plutôt, donc, que causer), c'est ceci que, au point de croisement entre l'ordre des causes et les effets de ces événements, un quelque chose advient que la situation ne pouvait déterminer (c'est-à-dire prévoir comme tel, inscrire dans ses possibles), mais à quoi elle devait bien laisser une place (sans pour autant qu'il s'agisse de place à rigoureusement parler, ou d'une place flottante, non définie, non déterminée). C'est à la lumière de cette hypothèse que nous devons relire la distinction et le statut des causes et des deux événements dans l'analyse de Marx.

---

<sup>3</sup> François Pardigon, *op. cit.*, p. 85-86.

Certes, les « causes » jouent un rôle fondamental. Mais elles ne pourront fonctionner comme telles, comme causes, qu'à certaines conditions dont on pourrait dire qu'elles les activent, ou les constituent *rétroactivement* comme causes, comme les causes qu'elles *auront été*. Ce que les causes ménagent, c'est ce que nous voudrions nommer : la possibilité d'un *vide* dans l'espace plein et saturé des intérêts sociaux. Il y a quelque chose en plus de ces causes, il manque quelque chose à l'ordre causal des intérêts économiques de chacune de ces classes, de leurs rapports, et de la manière dont chaque classe perçoit les autres sous les rapports qu'elle entretient avec elles ; quelque chose en plus qui fasse de tout cela des causes. Autrement dit, pour qu'il y ait la révolution de Février, il faut que ces causes laissent une marge, un espace, une case vide dont l'investissement cristallisera l'ensemble en ensemble causal de « la révolution de Février ». Voilà comment nous pourrions formuler la manière dont, à l'ordre causal, s'ajoutent (mais précisément pas comme un simple ajout de causes) des événements pour produire une insurrection révolutionnaire irréductible à un simple « effet » de ces causes. C'est tout particulièrement manifeste dans l'exemple du comportement de l'aristocratie financière. Il faut que, dans l'espace saturé de sens et d'intérêts objectifs des rapports sociaux (ou plus exactement de leur représentation idéologique), apparaisse une « case vide » qui puisse être investie *différentiellement*, justement en raison de sa vacuité, par les différents groupes en présence. Ainsi l'aristocratie apparaît désormais à tous mais différemment (c'est-à-dire pour des raisons différentes qui lui donnent, à chaque fois, une signification différente) comme la classe ennemie, dégoûtante, usurpatrice, etc. : « Et les fractions de la bourgeoisie française exclues du pouvoir de crier 'Corruption!' Le peuple criait : 'A bas les grands voleurs! A bas les assassins!' quant en 1847 sur les plateaux les plus illustres de la société bourgeoise on jouait publiquement les mêmes scènes qui conduisent régulièrement le prolétariat encanaillé (l'aristocratie financière) dans les bordels, les maisons des pauvres et les asiles d'aliénés, devant les juges, aux bagnes et à l'échafaud. La bourgeoisie industrielle voyait ses intérêts menacés, la petite-bourgeoisie était moralement indignée, l'imagination populaire scandalisée, Paris inondé de pamphlets » (*LCF*, 14). Autrement dit : un même comportement menace les uns, indigné les autres, scandalise d'autres encore. La ou les condition(s) d'une insurrection ne peut jamais être qu'un processus fantasmatique, projetant un imaginaire dans une forme vide qui se prête à être surinvestie, c'est-à-dire corrélativement investie par autant de structures fantasmatiques hétérogènes correspondant aux différentes classes en présence. La ou les condition(s) d'une révolution, entendue ici comme refus d'un ordre social, d'une formation sociale, c'est donc le surinvestissement fantasmatique d'une forme vide par les classes en présence, c'est-à-dire sa surdétermination par les différents fantasmes de classe, de telle sorte que cette forme vide puisse servir comme telle de médiation imaginaire dans le processus décisif de radicalisation explosive de la lutte – rien ne garantissant évidemment, comme toujours, que cette médiation serve plutôt le processus révolutionnaire qu'inversement un processus « réactionnaire ». Effectuant un premier petit bond dans l'histoire, on prendra pour exemple de case vide coagulant une tendance réactionnaire Louis-Napoléon (et, à l'inverse, Cavaignac et la République bourgeoise de 48, équivalents ici à l'aristocratie financière en février), tel que décrit par Marx. A la question : comment se fait-il que Louis-Napoléon parvienne au pouvoir? La réponse de Marx est presque : en raison de sa vacuité, telle que des classes aux intérêts parfois complètement contradictoires ont pu s'y réunir en l'investissant fantasmatiquement. « L'élection de Napoléon, c'était pour le prolétariat la destitution de Cavaignac, le renversement de la Constituante, le congédiement du républicanisme bourgeois, la cassation de la victoire de Juin. Pour la petite bourgeoisie, Napoléon signifiait le pouvoir du débiteur sur le créancier. Pour la majorité de la grande bourgeoisie, l'élection de Napoléon, c'était la rupture ouverte avec la fraction dont elle avait dû se servir un instant contre la révolution, mais qui lui était devenue insupportable dès qu'elle chercha à consolider la position du moment en position constitutionnelle [...]. En votant pour Napoléon, l'armée enfin vota contre la garde mobile, contre l'idylle de la paix, pour la guerre. Il arriva ainsi, comme le constatait la *Neue Rheinische Zeitung*, que l'homme le plus simple de France acquit la signification la plus complexe. C'est justement parce qu'il n'était rien qu'il pouvait tout signifier, sauf lui-même. Cependant, quelque varié que pouvait être le sens du nom de Napoléon dans la bouche des différentes classes, chacune d'elles écrivit ce nom sur son bulletin : 'A

bas le parti du National, à bas Cavaignac, à bas la Constituante, à bas la République bourgeoise.’ » (*LCF*, 57-58).<sup>4</sup>

Si les événements économiques de portée mondiale sont à prendre en considération, c’est dans la mesure où ils suscitent – mais pas comme les causes d’un effet – les investissements fantasmatiques d’une case vide et provoquent, de cette manière ou par ce biais différentiel (c’est-à-dire gonflé d’une pluralité de déterminations virtuelles), une insurrection sans pour autant la déterminer causalement. C’est, pour le dire plus simplement, parce qu’il y eut la maladie de la pomme de terre et les mauvaises récoltes ainsi que la crise générale du commerce et de l’industrie, avec leurs chaînes de conséquences concrètes sur la vie quotidienne de chacun, c’est donc en raison de ces événements que les attitudes, pensées, pratiques de l’aristocratie financière que le peuple détestait plus ou moins auparavant mais dont l’horreur qu’elles lui inspiraient ne provoquait pas une insurrection, c’est en raison de ces événements que l’aristocratie financière apparut à la population française *insupportable* ou comme dirait l’autre intolérable, c’est-à-dire qu’elle l’investit comme intolérable, parce qu’elle investit, en raison de ces événements, une série de signifiants (République, liberté, émancipation de l’homme, etc. : on y reviendra) dont l’aristocratie financière est devenue le strict opposé. Pour le dire plus simplement encore, et par la bouche de Marx : « Les ravages causés dans le commerce et l’industrie par l’épidémie économique rendirent encore plus insupportable l’autocratie de l’aristocratie financière » (15) c’est-à-dire la conduisirent jusqu’à ce point où elle fut intolérable et où son renversement apparut évident et nécessaire.

Ce long développement sur l’analyse fournie par Marx de l’insurrection de Février (qui ouvre le livre sur quelques pages seulement) visait à montrer une chose : Marx n’applique pas la dialectique à une situation ; celle-ci se trouve tordue, pour laisser place à quelque chose d’autre, quelque chose qui ne s’inscrit pas dans l’ordre qu’elle définit et rationalise, quelque chose d’indéterminé qui marque un écart virtuel d’avec l’ordonnement dans lequel il survient. Nous pouvons y voir un enjeu théorique : l’enjeu du sens d’un événement ou de son interprétation, comme problème de l’inscription de l’événement et des modalités de cette inscription, c’est-à-dire de son enregistrement sur tel ou tel ordre, selon telle ou telle logique, constitutive de telle ou telle temporalité. C’est bien le problème du sens de l’événement que celui de son enregistrement ou de son inscription, en ce qu’il s’agit de savoir s’il rompt la rationalité du monde dans lequel il survient, s’il la reconfigure, la bouleverse, ou en s’il s’y fonde, s’y laisse reprendre et intégrer. Mais c’est bien plus qu’un enjeu théorique : l’enjeu est également pratique, qui apparaît dès les premières heures de la révolution de 48, et auquel Marx est particulièrement sensible et attentif. Interpréter l’événement – *LCF* le montre, mais plus encore, sans doute, les textes de la constellation blanquiste – c’est aussi et peut-être surtout le faire. Examinons cela de plus près.

Marx (comme nombre de ses contemporains) voit avant tout dans ce moment insurrectionnel (pour faire vite : de février à avril) un conflit. Conflit entre ceux qui cherchent à perpétuer ce moment comme tel, dans le geste de rupture qu’il induit – on pourrait dire avec Badiou : ceux qui s’emploient à « tenir » l’événement dans la radicalité de ses conséquences – et ceux qui cherchent à le ressaisir comme simple moment de transition entre un ordre et un autre qu’il s’agit d’établir, voire de rétablir. Conflit entre ceux qui cherchent à inscrire l’événement dans une durée propre, en vue – soyons grossier – de la recréation du monde, c’est-à-dire de l’organisation politique, sociale et économique (le temps repart à zéro) ; et ceux qui cherchent à le réinscrire dans la durée de l’ordre précédent, comme une mutation de plus ou moins grande importance (selon les cas) de cet ordre, se basant par conséquent sur une temporalité dont le rythme doit être, à peu de chose près, le même, ou de même type, que le précédent, à rétablir au plus vite.

Un moment exemplaire de ce conflit, c’est sans doute le moment de l’opposition, le 25 février, entre le Gouvernement provisoire et les ouvriers, représentés par une délégation menée par

---

4 Pour un exemple de case vide exemplifiant mieux le fait qu’il faut toujours penser en termes de degrés de devenir-révolutionnaire et de devenir-réactionnaire co-impliqués, on ira voir les analyses foucaaldiennes de Khomeiny et du programme de gouvernement islamique.

Raspail. L'enjeu est le suivant : que va-t-on faire de l'insurrection? Les premiers (membres du Gouvernement provisoire et – excusez l'anachronisme – lobbies conservateurs faisant pression sur ce Gouvernement sans majorité parlementairement définie) souhaitent, le plus vite possible et pour diverses raisons, apaiser les conflits, trouver des compromis qui permettront un retour au calme – et par conséquent, c'est là le problème, un retour à l'ordre. Les seconds, les ouvriers et les clubs qui les supportent, refusent quant à eux de se voir reportés à un pré-février, c'est-à-dire à l'ordre qui définissait la monarchie de juillet et contre lequel, parce qu'il leur apparaissait, comme tel, intolérable, ils ont fait cette révolution. Peu leur importent les raisons évidentes et de bon sens, invoquées, et invoquées sans aucun doute du point de vue du bon sens, c'est-à-dire du point de vue de l'évidence des significations et des partages de l'ordre bouleversé, de la présupposition qu'il n'y a que cet ordre qu'il est dès lors nécessaire de préserver de toute mutation, perçue comme une menace d'anarchie.

C'est là, d'ailleurs, une constante, durant toute la conjoncture 48-51: la frange conservatrice de la population qualifie toute menace de l'ordre d'anarchie et de socialisme, codés en termes de chaos mortifère, fin de tout ce qui est et peut être, destruction absolue de toute existence. On ira voir à ce propos les pages que Marx consacre à la période, particulièrement tendue, qui précède les élections complémentaires du 10 mars 1850 : le « parti de l'ordre » au pouvoir parlementaire, affolé par tout ce qui peut lui apparaître comme autre chose que l'ordre qu'il préconise, s'engage dans un délire paranoïaque codant toute menace comme anarchie ou socialisme, et particulièrement le parti de l'opposition, « ce parti de l'anarchie, comme le baptisent ses adversaires » (LCF, 119) :

« Suppression des droits protecteurs – du socialisme ! car c'est s'attaquer au monopole de la fraction *industrielle* du parti de l'ordre. Réglementation du budget de l'Etat – du socialisme! car c'est s'attaquer au monopole de la fraction *financière* du parti de l'ordre. Libre entre de viande et de blé étrangers – du socialisme ! car c'est s'attaquer au monopole de la troisième fraction du parti de l'ordre, la *grande propriété foncière*. Les revendications du parti des *free-traders*, des libres-échangistes, c'est-à-dire du parti bourgeois anglais le plus progressiste, apparaissent en France comme autant de revendications socialistes. Voltairianisme – du socialisme ! car il s'attaque à la quatrième fraction du parti de l'ordre, les *catholiques*. Liberté de la presse, droit d'association, instruction publique générale – du socialisme, encore du socialisme! Ils portent atteinte à l'ensemble du monopole du parti de l'ordre. » (LCF, 119-120)

Mais revenons aux semaines qui suivent l'insurrection de Février 48. Peu importent aux ouvriers les raisons que le bon sens peut invoquer pour ne pas prolonger la crise provoquée par Février (par exemple, la nécessité de relancer l'économie au plus vite ou les dangers, non seulement économiques, mais aussi politiques, militaires, etc. que pourrait amener une prolongation de l'indétermination issue de l'insurrection) : l'essentiel pour eux est de tenir le renversement de la monarchie de Juillet, c'est-à-dire d'effectuer l'écart, le pas de la rupture entre un monde désormais passé et qu'il importe, précisément, de reléguer au passé, (dont les significations ne peuvent, par conséquent, plus avoir cours), et un monde à venir, indéterminé. Ce monde à venir n'est pas un monde possible préexistant comme possible dans le monde précédent, mais un monde rigoureusement inimaginable au sens où l'on ne pouvait pas l'imaginer avant que, non seulement ne survienne, mais surtout ne soit tenue l'insurrection dans la radicalité de ce qu'elle implique, à savoir le renversement de Juillet et de l'ordre qui va avec, pour forcer la construction d'un monde nouveau. On a, d'un côté, ceux pour qui il n'y a pas événement dans le renversement de Juillet, mais simple permutation de places, ou accroissement de certains possibles, suppressions de certaines pratiques, etc. c'est-à-dire toute une série de transformations n'affectant pas l'ordre de Juillet, en tant que tel c'est-à-dire encore une série de transformations pensables par, dans et sous Juillet, faisables même sous Juillet si Guizot et Louis-Philippe avaient été plus sympathiques et conciliants – c'est là une position de refus de l'événement (ou pour charitablement les créditer d'une bonne foi pleine et entière : une position d'ignorance du caractère événementiel de l'insurrection de Février), au sens très précis où l'insurrection de Février ne leur apparaît pas

comme un bouleversement radical, c'est-à-dire un véritable pas d'*écart du temps* qui effectue lui-même un saut, mais constitue une rupture *dans* le temps, c'est-à-dire une rupture d'un *même* temps. De l'autre côté, on a ceux qui y voient, plus, qui y vivent, y sentent une radicale rupture, comme un changement de siècle et de monde, une « transformation révolutionnaire du monde » (25) écrit Marx, siècle et monde encore indéterminés, mais gros d'un avenir à construire sur les ruines d'un *passé à jamais passé*. C'est sans doute ainsi qu'il faut entendre l'énigmatique et célèbre formule du 18B : « La révolution sociale du XIXe siècle ne peut puiser sa poésie dans le temps passé, mais seulement dans l'avenir ». Il ne faut pas comprendre qu'elle a pour condition une anticipation prophético-scientifique de ce qui sera (de ce qui *doit être*) et vers laquelle elle se tendrait, mimant l'avenir « à-faire » au lieu de mimer le passé « déjà-fait », ce qui n'est qu'une autre manière de se rapporter à soi-même « au passé », de soumettre l'action aux conditions de la reconnaissance de son sens déjà-donné ; mais plutôt qu'elle s'inscrit dans une temporalité qu'elle pose elle-même, qu'elle autoconstitue sa durée propre. L'action révolutionnaire, en ce sens, produit en même temps des actes *et* la signification de ces actes, au lieu d'agir en fonction de significations déjà données, et donc décidées *a priori* ; d'interpréter après-coup le sens de ses actions en se demandant s'il faut ou non les assumer.

L'enjeu de cette rencontre entre ces deux 'camps' est donc :<sup>5</sup> à quelle transformation plus ou moins radicale de l'ordre ancien en ordre nouveau l'insurrection doit-elle conduire? Et « le 25 février vers midi, alors que la République n'était pas encore proclamée » (*LCF*, 17), cet enjeu prend la tournure concrète et momentanée suivante : proclamation de la République ou non? A cette occasion et pour cette fois (c'est assez rare dans les événements de 48 pour qu'on le souligne), le rapport de forces tourne à l'avantage des ouvriers : dès lors, on ne s'étonnera pas que, en raison de cette proclamation, « s'effaçait *jusqu'au souvenir* des mobiles et des objectifs limités qui avaient précipité la bourgeoisie dans la révolution de Février » (*LCF*, 18, nous soulignons). La radicalité de la transformation va de pair avec une inscription de l'événement dans une durée propre, quasi autosuffisante, c'est-à-dire qui s'auto-détermine (*la République était en réalité la cause de la République* – on retrouvera ce thème chez Pardigon), qui construit sa propre surface d'enregistrement.

Que le rapport de force tourne en faveur des ouvriers signifie qu'« en imposant la République au Gouvernement provisoire et, à travers celui-ci, à toute la France, le prolétariat se plaçait d'emblée au premier plan comme un parti autonome » (*LCF*, 18) : il est, un temps, au premier plan de la scène révolutionnaire, il en assure la réalité, il en est l'acteur principal « autonome », c'est-à-dire n'étant soumis à aucun autre parti, ne prenant ses décisions que par lui-même et pour lui-même. Il est autonome parce qu'il est à l'ouverture du nouveau monde, l'ouverture républicaine et, à ce titre, potentiellement socialiste, par opposition au retour monarchique, et donc à l'ordre social d'exploitation. Sans doute cette visibilité, cette autonomie doublée de solitude lui coûtera-t-elle très cher en juin. Reste que, malgré les risques effectifs qu'elle comportait, ce ne fut pas peine perdue : « ce qu'il conquiert, c'était le terrain en vue de la lutte pour sa propre émancipation révolutionnaire » (*LCF*, 18). L'émancipation devient possible en raison du terrain sur lequel elle peut advenir, le terrain qui fait droit, au grand jour, à certaines revendications auparavant secrètes, le terrain qui permet de poser certains enjeux autrefois objets de conspirations cachées dans les coulisses de la scène politique. Si nous insistons sur ce conflit qui tourne à la faveur des ouvriers, c'est pour marquer combien, malgré certaines tendances de *LCF* à quoi on réduit souvent l'analyse de Marx, l'insurrection de Février n'est pas un sommet de mystification

---

5 Nous dramatisons de façons outrancière une situation qui, évidemment, était plus compliquée : il faut compter en effet de multiples positions intermédiaires entre ces deux camps, comme par exemple la position de la bourgeoisie républicaine, de la petite-bourgeoisie, à l'intérieur desquelles sans doute se démultiplient les attitudes et positions, presque à l'infini. Reste que, ce que l'événement produit et manifeste dans la rupture qu'il provoque, c'est une radicalisation, aux yeux de ses acteurs, des positions entre ces deux attitudes extrêmes. En effet, vues sous l'angle de cette opposition duelle radicale, les positions intermédiaires apparaissent comme autant de tentatives de « changer mais pas trop quand même », c'est-à-dire, en définitive de n'effectuer de changement que dans certaines limites fixées par l'ordre précédent, auxquelles le bon sens impose de ne pas toucher.

bourgeoise et de bêtise de la classe ouvrière, incapable de comprendre que la réalité économique l'empêchait de faire de cette révolution une vraie révolution, et condamnait d'avance cette insurrection à ne toucher qu'à la surface, n'ouvrant pas l'histoire à sa vérité (renversement de la contradiction FP/MP) mais prolongeant ses détours. A même l'événement, dans sa tentative de le comprendre en tant que tel, et malgré les ressaisies qu'il opère régulièrement, Marx pointe les virtualités révolutionnaires à l'oeuvre – qu'il recodera en termes de degré de progression sur une ligne du temps prédéterminée (avancement de la révolution comme vérité de l'histoire vers son avènement). Or, ce faisant, se révèle la possibilité d'une autre rationalité de l'événement révolutionnaire, d'un autre mode de compréhension de ses « réussites » et de ses « échecs ». C'est ce qui apparaît dans l'analyse du retour de flamme subit par la classe ouvrière en mai-juin.

Car très vite, après la victoire de la proclamation de la République, le rapport de forces s'inverse. Ce qui fut conquis n'était pas la révolution, mais un terrain, une scène. Loin de jouer nus, les acteurs continuent à jouer costumés : les républicains bourgeois et les démocrates du gouvernement provisoires acceptent certaines revendications ouvrières, mais comme paroles seulement. La République sociale et ce qu'elle charrie (aussi bien liberté, émancipation, qu'organisation du travail, ateliers sociaux, ministère du travail, etc.) resteront des mots. Marx l'écrit en toutes lettres « tout comme la monarchie de Juillet fut contrainte de proclamer qu'elle était une monarchie entourée d'institutions républicaines, la république de Février fut forcée de *s'annoncer* comme une république entourée d'institutions sociales » (*LCF*, 19. Nous soulignons). « S'annoncer » : il s'agit bien de mots, et rien d'autre. Le gouvernement provisoire s'emploiera à laisser cette annonce à l'état de vœu pieu, d'abord par le relatif ridicule des institutions en question au regard des revendications ouvrières (par exemple les ateliers *nationaux* plutôt que les ateliers *sociaux*), puis par leur progressive suppression (ainsi la suppression, petit à petit, des dits ateliers nationaux, de mai à juillet 48).

On pourrait croire en conséquence que Marx ne voit dans la révolution de Février qu'un changement superficiel qui laisse la réalité fondamentale intacte. Pour filer la métaphore : un changement de costumes n'affectant pas les corps. Mais la métaphore est mauvaise, si elle reste aussi pauvre. S'il n'y a pas de mise à nu de la réalité (que Marx maintient comme référent, ce qui rend possible le recodage des transformations sur une surface d'inscription plus fondamentale qui en permet la mesure), cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Il y a changement de costumes, c'est-à-dire également changement de la perception que chacun a de lui-même et d'autrui, changement des rapports entre les corps, et des attitudes que ces corps adoptent. Autrement dit, s'il est vrai que Marx voit dans la révolution de Février essentiellement une révolution du discours (d'où tout le vocabulaire théâtral du costume et de la scène qui traverse *LCF*), on ne peut pour autant en conclure que rien ne se soit passé, comme si les ouvriers s'étaient laissé berné par de purs discours auxquels, eux, de leur côté, ils rattachaient un contenu déterminé à instituer.

Nous touchons ici à un point particulièrement important auquel nous amène l'analyse marxienne de Février et des mois qui s'ensuivent. Si les enjeux et les mots d'ordre révolutionnaires peuvent *devenir* cela, « juste des mots », « paroles seulement », c'est précisément qu'ils l'étaient dès le départ, toujours déjà – *que depuis le départ on ne se battait que pour des mots et par rapport à des mots*, et pas pour des intérêts, des raisons, des motifs socio-économiques objectifs (ce qui ne veut pas dire que ces derniers n'existaient pas mais, comme nous l'avons suggéré précédemment, qu'ils n'auraient pu produire la précipitation du processus insurrectionnel). Les mécanismes de précipitation et de maturation, que nous avons pris soin de distinguer de mécanismes *causaux* (car ils sont ce qui constitue les conditions comme causes), s'ordonnent d'abord à des signifiants-en-souffrance (liberté-égalité-fraternité, république, république sociale, organisation du travail, « reprendre la révolution là où le 9 thermidor l'a arrêtée », ...) dans lesquels peuvent se projeter *des* désirs échappant au système des intérêts (qui, encore une fois, n'est par définition ordonné qu'à sa propre reproduction, donc à l'adhésion des dominés à leur propre domination), *donc* des désirs qui ne savent pas encore eux-mêmes ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent, où ils vont, qui sont contraints de définir leur « objet » à mesure qu'ils se construisent eux-mêmes comme « pulsion » subjective vers l'objet.



Pour autant, et même pour cette raison, ces signifiants ne sont pas neutres : ils déterminent une redistribution du système des enjeux politiques. Ainsi, lors des mois qui suivent la proclamation de la République, c'est-à-dire, dans un premier temps, de février à juin, l'essentiel pour le Gouvernement provisoire à dominante bourgeoise (le Gouvernement provisoire comportait seulement deux représentants des ouvriers, Louis Blanc et Albert, aucun d'entre eux n'étant ministre, le premier ayant été 'parqué' à la présidence de la Commission de réflexion sur le travail dite Commission du Luxembourg, le second n'ayant aucune tâche à proprement parler – c'est-à-dire n'étant là aux yeux des bourgeois du Gouvernement qu'à titre de représentant des ouvriers, parce qu'il faut bien, et étant maintenu dans ce rôle le plus strict d'expression des intérêts des ouvriers), l'essentiel donc pour le Gouvernement provisoire une fois proclamée la République c'est, comme Marx l'a écrit, de « la rendre acceptable à la bourgeoisie et aux provinces ». C'est-à-dire de la réduire à de simples mots, mais *pas à n'importe lesquels*. Ainsi du refus de proclamer la République *sociale*, ainsi de la création d'ateliers *nationaux* et pas d'ateliers sociaux, ainsi encore la *proclamation* de la « nature pacifique » de la république « aux puissances despotiques de l'extérieur », etc. (*LCF*, 24 et sv.) Lutte discursive qui trouve son acmé lors de la première réunion de l'Assemblée constituante, le 4 mai 1848 : désormais, la République, « ce n'est pas la République imposée au Gouvernement provisoire par le prolétariat parisien, ce n'est pas la République pourvue d'institutions sociales, non pas l'image de rêve que caressaient les combattants des barricades. La République proclamée par l'Assemblée Nationale, la seule légitime, c'est la République qui n'est pas une arme révolutionnaire contre l'ordre bourgeois, mais plutôt sa reconstitution politique, la consolidation politique de la société bourgeoise, en un mot : la *République bourgeoise*. » (*LCF*, 36) Ce qu'il faut voir ici à l'oeuvre, c'est, dans cet écart d'avec l'ordre qui soutenait sa domination auparavant et qui, du même coup, le lui fait apparaître rétroactivement comme étant l'ordre qui *seul* peut satisfaire ses intérêts, la volonté de la bourgeoisie de réinscrire dans cet ordre et de déterminer en conséquence les signifiants mots d'ordre de l'insurrection, c'est-à-dire de les rabattre sur l'ordre bourgeois, et d'adapter les désirs qui s'y sont investis, de les retourner sur cet ordre. Dès lors, la tâche de la République « cessa d'être la transformation révolutionnaire du monde; elle consista uniquement à s'adapter aux conditions de la société bourgeoise. » (*LCF*, 25)

Est-ce là un simple retour? Lorsque Marx nous dit que « les républicains bourgeois du National s'amuserent à substituer aux noms et costumes monarchiques ceux de l'ancienne République », que « pour eux, la République n'était qu'une nouvelle toilette de bal pour la vieille société bourgeoise », retombons-nous dans l'interprétation selon laquelle les ouvriers se sont fait berner par la bourgeoisie, qu'ils se sont laissés avoir par sa rhétorique? Pas du tout. Précisément parce que *pour les ouvriers*, la République n'est pas une nouvelle toilette de bal. Elle doit mener à une République *sociale*, et celle-ci à son tour à un monde à construire. Autrement dit, justement, la lutte pour et par des mots a ceci d'essentiel qu'elle oriente en tant que lutte, c'est-à-dire en fonction des investissements désirants qui la portent, leur détermination et le codage de ces investissements en tel ou tel ordre social. C'est sur ce point précis que l'on retrouve la marque dialectique de l'analyse de Marx. Là où – comme on le verra – des conspirateurs comme Blanqui prennent la vacuité des mots d'ordre, leur indétermination, comme l'occasion d'une élaboration d'un nouveau monde, c'est-à-dire d'un monde dont le contenu, les partages, l'organisation restent indéterminés (ce qu'indique, précisément, littéralement, la vacuité du mot d'ordre), Marx tend à rabattre cette vacuité sur une ignorance de la classe ouvrière, c'est-à-dire une ignorance de ce qu'il faut faire, du monde à construire, qui dénote une seconde ignorance, celle de la situation actuelle. Cette ignorance de la situation actuelle, c'est-à-dire, nous allons le voir, de l'insuffisante maturation du processus historique, ne permettait pas une réussite de l'insurrection précisément pour les mêmes raisons qui l'ont provoquée : parce que les mots d'ordre restaient vides, et ne trouvaient pas leur contenu propre. Ignorance, et donc incapacité : « Nous avons vu que [...] le prolétariat parisien était encore incapable d'avancer au-delà de la République bourgeoisie autrement qu'en idée, qu'en imagination, que partout où il passait vraiment à l'action, il agissait au service de celle-ci » (*LCF*, 36.)

Or – c'est là une des forces théoriques du texte de Marx – cette ignorance qui condamne la classe ouvrière à l'échec est également ce qui fait de cette expérience une réussite, parce qu'elle dégrise, en quelque sorte, l'ivresse verbale du prolétariat, et lui manifeste les raisons pour lesquelles elle a échoué ainsi que, en creux, les raisons qui lui permettront de réussir. Nous reviendrons sur ce point, indice d'une véritable théorie de l'apprentissage chez Marx, apprentissage de la révolution et de ses conditions, qui fait de ces analyses un *Bildungsroman* du prolétariat. Relevons simplement pour l'instant que la lutte autour de la détermination du signifiant République qui couvre la période février-juin, bien que 'perdue', en un sens, par les ouvriers, est néanmoins le signe d'une victoire, dans la mesure où elle permet une certaine orientation et clarification du partage des classes en luttes, des alliances et ruptures qui se sont produites en conséquence dans les mois suivants, orientation et clarification du partage que Marx interprète dans les termes d'une simplification tendancielle des antagonismes sociaux.

Nous touchons ici, avec cette question de la simplification des antagonismes sociaux, au point nodal dans *LCF* de cet enjeu capital, pratique et théorique, qu'est la question de l'inscription de l'événement. Rappelons la thèse de la simplification des antagonismes de classes, énoncée dans le *Manifeste* : « La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles, classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat » (*Le Manifeste du parti communiste*, Ed. Sociales, 1967, p. 29). Cette thèse a une valeur descriptive : elle décrit un mouvement de l'histoire, le mouvement de l'histoire sociale. Mais c'est trop peu dire. Car Marx lui imprime une détermination dialectique, qui d'une part fait de ce mouvement un mouvement *nécessaire* et d'autre part fait de ce mouvement d'opposition un mouvement *contradictoire* qui, dans sa radicalité la plus grande, au point même de sa radicalité absolue, se retourne pour être relevé, dans l'*Aufhebung* d'une société sans classes. Il nous semble que sur cette base, Marx s'emploie dans *LCF* – ce qui conduit à toutes les torsions que nous examinons ici – à interpréter l'événement de Février et ses conséquences dans le sens de cette dialectique, c'est-à-dire à lui assigner une place sur ce mouvement, en fonction de la maturation du processus historique. Que signifie au juste cette assignation ? Comment évaluer la maturation du processus à un moment donné ?

Par un point de vue de survol idéal (point de vue de l'antagonisme poussé à son point le plus aigu : seulement des bourgeois face à des prolétaires), qui permet de repérer le degré de maturation de l'événement, c'est-à-dire de l'inscrire sur l'échelle des degrés par lesquels passe le mouvement dialectique de simplification des antagonismes. Tel est le geste de Marx dans *LCF* : la révolution de Février est enregistrée sur l'échelle du mouvement de simplification et les événements qui s'ensuivent interprétés à partir de cette indexation. Prise dans cette perspective, elle tient sa complexité de la complexité des antagonismes de classes. Le cas de la bourgeoisie est à cet égard exemplaire : c'est à partir de l'axe 'Bourgeoisie industrielle *versus* Prolétariat' que Marx pourra mesurer le progrès apporté par la révolution de Février, qui, renversant les représentants de l'aristocratie financière, va permettre, au fil de détours dont il serait trop long de rappeler toute la complexité ici, de porter la bourgeoisie industrielle au sommet de la République avec l'aristocratie financière, c'est-à-dire en somme la bourgeoisie dans son ensemble, ou plus exactement dans sa pureté, puisque la petite-bourgeoisie se voit progressivement rejetée parmi les dominés, aux côtés du prolétariat, en tant, pour aller vite, que la petite-bourgeoisie est opposée à l'aristocratie financière. On voit la simplification progressive des antagonismes, entre deux camps (bourgeois *vs* petits-bourgeois et prolétaires) en passe de se former suite à Février. On comprend mieux la clarification du jeu politique annoncée dès l'incipit de *LCF* : désormais la scène voit s'opposer la bourgeoisie dans sa pureté de classe à ceux qu'elle domine et ruine progressivement (petits-bourgeois, paysans et même bourgeois républicains), voués petit à petit, à se rassembler autour du prolétariat, sinon à se fondre en lui au fur et à mesure de la simplification qui tend à ne laisser plus

que deux classes en vis-à-vis. Pour résumer d'une formule cette tendance dans l'analyse de Marx : les luttes de classes se transforment en *une* lutte des classes, de deux classes.

Cette indexation sur le mouvement dialectique de simplification permet également d'expliquer l'échec de la révolution de Février eu égard aux espérances de transformation radicale, révolutionnaire, de l'ordre ancien en monde nouveau. Autrement dit, les raisons de l'échec de Février sont les mêmes que celles de sa réussite : sa place sur l'échelle de la simplification. Car si la révolution de Février échoue, c'est bien parce qu'*elle n'est qu'un moment* de cette simplification. La complexité de la situation politique et économique (la place ambiguë de la bourgeoisie industrielle, l'importance numérique relativement faible du prolétariat par rapport à une population majoritairement rurale, etc.) ne permettait pas l'explosion véritablement révolutionnaire, c'est-à-dire l'explosion de l'ordre bourgeois en tant que tel. Littéralement : la situation n'était pas assez simple. Si cette révolution n'a pas mené à la révolution véritable *directement*, si elle passe par nombre de détours qui la définissent c'est pour les mêmes raisons qu'elle y mène indirectement : advenue dans une situation trop complexe encore, elle prépare la radicalisation simplificatrice des antagonismes en un antagonisme (selon la formule rapide énoncée plus haut). C'est dire si, selon Marx, il s'agit de bien plus qu'une simple clarification de la situation : il s'agit bel et bien de son évolution (à défaut de sa révolution, c'est-à-dire de son rejet à un état révolu, d'une rupture temporelle la rejetant à jamais au passé.)

Cette interprétation de l'événement à partir de la thèse de la simplification des antagonismes permet à Marx de recoder les mots d'ordre et leur fonction sur cette ligne directrice de maturation du processus historique, c'est-à-dire concrètement de maturation de la classe ouvrière (elle grandit, elle devient plus mûre). En effet, l'insistance de la bourgeoisie au pouvoir (le Gouvernement provisoire, en l'occurrence) à réduire la République et toutes les réclamations qu'elle implique à de simples mots, cette lutte discursive qui s'engage suite au soulèvement de Février, c'est, du même geste, le refus affiché de l'événement (et la réussite bourgeoise de ce refus, puisque les mots resteront bel et bien des mots) et sa reconnaissance *en fait* (et donc la progression de l'histoire, par le refus lui-même). En effet, ce que Marx ne cesse de relever dans ce déni, c'est que la négation par la bourgeoisie de la rupture temporelle provoquée par Février revient à la préparation de l'avènement progressif de ce qu'elle rejette, au sens où c'est précisément dans la mesure où le Gouvernement provisoire refuse de renverser l'ordre bourgeois et inscrit l'événement dans la temporalité de cet ordre, qu'il s'emploie à le renforcer et par conséquent à le rendre plus insupportable encore aux yeux et à la vie des dominés qui le subissent.<sup>6</sup> La concession aux ouvriers de la proclamation de la république entraîne la radicalisation de l'ordre bourgeois, c'est-à-dire la reprise de l'ordre ancien et l'adaptation du régime politique aux conditions de cet ordre et de la classe dominante (les pages 25 à 30 de *LCF* sont sans équivoque.) La proclamation de la république a en effet réveillé l'Europe « brutalement de sa torpeur bourgeoise » ; sortie de sa léthargie, la classe bourgeoise réagit, et s'emploie d'autant plus à assurer ses conditions d'existence que la radicalité des revendications ouvrières apparaît désormais au grand jour – le « secret de la révolution du XIXe

---

<sup>6</sup> Ainsi par exemple de la reprise des créances passées, et même de mesures économiques du gouvernement visant à payer aux créanciers de l'Etat les intérêts avant échéance légale (*LCF*, 26). Mais du coup, cela entraîne bien une radicalisation de l'ordre, concrètement une nécessité de trouver les liquidités nécessaires au fonctionnement de l'Etat en s'adressant à d'autres classes que la classe dominante, en l'occurrence les classes intermédiaires et la classe dominée, à savoir la petite-bourgeoisie et la paysannerie, et la classe ouvrière (cf. les mesures décrites dans *LCF*,. 27-29). En somme, résume Marx, « en honorant les traites que l'ancienne société bourgeoise avait tirées sur l'Etat, le Gouvernement provisoire s'était livré à sa merci. Il était devenu le débiteur en difficulté de la société bourgeoise, au lieu de l'affronter en créancier menaçant qui avait à recouvrer des créances révolutionnaires vieilles de plusieurs années. Il dut consolider les rapports bourgeois chancelants pour faire droit à des obligations qui sont à remplir seulement dans le cadre de ces rapports » (*LCF*, 29-30), autrement dit des obligations qui n'en sont que pour ceux qui s'inscrivent et s'enregistrent dans un ordre (un cadre) définis par certains rapports et donc certains devoirs qui permettent la perpétuation de ces rapports, en l'occurrence ceux qui s'enregistrent dans l'ancienne société qu'ils devaient pourtant renverser, mais qu'ils prolongent et consolident, c'est-à-dire dont non seulement ils refusent le renversement, mais dont ils assurent et pérennisent les conditions en raison même du risque de renversement.

siècle » est « révélé du haut d'une tribune européenne » : l'émancipation du prolétariat, secret « qui, jusqu'alors (enfoui) dans les écrits apocryphes des socialistes, ne (parvenait) que sporadiquement aux oreilles de la bourgeoisie » ; désormais il est énoncé « officiellement » (*LCF*, 23). La révélation provoque donc la radicalisation de l'ordre ancien, auquel est soumis tout entier ce qui est révélé (la République, la République sociale, l'organisation du travail). Autrement dit et pour enfoncer le clou, à faire en sorte que l'insurrection soit résorbée dans l'ordre ancien, c'est-à-dire ne le transforme qu'en apparence, à faire en sorte que ce qui a été chamboulé par l'insurrection soit du simple registre d'un bouleversement *apparent seulement* dont le réel quant à lui n'a pas bougé, la bourgeoisie le renforce pour qu'il tienne le coup. Par là, non seulement elle reconnaît l'événement en le déniait, mais aussi elle prépare sa pleine et entière réalisation en s'employant à le réduire à néant : car, loin de rester identique, le réel en question en vient à changer lui aussi, l'ordre qui auparavant le définissait se trouve renforcé et radicalisé, et avec lui les conditions d'existence de la classe bourgeoise comme telle, de sa domination de classe tout entière, c'est-à-dire c'est-à-dire, en vis-à-vis, les conditions d'existence du prolétariat, et même plus encore les conditions d'existence de toutes les classes, de tout le peuple français qui est engagé, à vitesses variées, à degrés divers, dans un *devenir-prolétaire*.

Ici, l'analyse marxienne penche décidément vers une forme de « nécessitarisme théoricien » : il faut attendre (toujours un problème de temps, de patience) que les étapes nécessaires à la constitution de la situation *proprement* révolutionnaire soient toutes franchies. Nous sommes, au fond, devant un problème métaphysique : y a-t-il du *proprement* révolutionnaire ? Dit autrement : y a-t-il du proprement prolétaire d'un côté, du proprement bourgeois de l'autre, c'est-à-dire des classes pures ? On peut dire que, en inscrivant l'événement sur l'échelle d'un mouvement nécessaire dont l'idéal indéfiniment à venir fixe l'ordre de la progression, on renverse complètement la conception de la lutte des classes comme lutte constitutive de classes qui ne lui préexistent pas, pour en faire celle de classes qui, au moins en droit, peuvent être définies sur un rapport simple d'opposition simple, lequel rapport ne transforme pas, par des échanges et des noeuds complexes, les classes en question, mais au contraire les fixe, les délimite, les définit dans leur pureté de droit. Si bien que l'on peut alors donner l'orientation de la lutte elle-même, indexée sur le mot d'ordre de l'émancipation des ouvriers comme condition de l'émancipation de l'homme. Comme si le mot d'ordre « émancipation de l'homme » pouvait effectivement caractériser l'essence de l'histoire, et fournir donc le *telos* au regard duquel ses états de prématuration et de retard pourraient être évalués dans les différentes conjonctures ; enfonçons le clou une nouvelle fois – l'ensemble des présupposés contestables fait système : il faut (a) rapporter l'histoire humaine à sa « vérité », qui lui donne en même temps son unité de sens, pour (b) se figurer son *telos*, et lui donner un contenu déterminé, ce qui permet (c) de définir (rôle de Lascience, personnage conceptuel de cette tragi-comédie) les étapes nécessaires par lesquelles l'histoire doit en passer avant de réaliser ledit *telos*, et de la sorte (d) de produire un diagnostic de la conjoncture qui, en fonction de ces étapes nécessaires, *évalue* les degrés relatifs d'avancement et de retard des mouvements réels. *Mais cela soumet à nouveau*, contre l'« esprit » d'autres énoncés marxistes (mentionnés et analysés supra), *le temps révolutionnaire aux conditions de la reconnaissance*. Voilà pourquoi, contre cette tendance, il nous semble pertinent d'insister sur ce point, qui peut paraître trivial ou inutilement abstrait : le mot d'ordre « émancipation de l'homme » ne veut rien dire, nous ne savons pas ce qu'il peut vouloir dire, ou plus précisément : ce qu'il est susceptible d'être amené à avoir voulu dire ; et il n'est pas nécessaire, au moment même où on le crie et se bat *en son nom*, de savoir ce qu'il veut dire ou pourra vouloir dire (ce qui ne signifie pas, on l'a vu, que le choix des mots d'ordre soit dénué d'importance). Réponse à faire à tous ceux qui affirment que les mots d'ordre révolutionnaire sont vides : oui, et alors – ce vide (relatif) est une condition constituante de l'action révolutionnaire (disons mieux : c'est à cette condition qu'il peut y avoir acte et décision en général) qu'il faut justement apprendre à assumer. Non, nul ne sait (et Marx encore moins, Marx le dernier) « comment-qu'on-vivra-dans-la-société-communiste », et il n'y a pas lieu de s'en lamenter – c'est parce que nous ne le savons pas que nous la désirons (aux deux sens possibles de cette

expression : qu'elle ne soit pas déjà et toujours déjà reconnaissable dans les schèmes dont nous disposons et qui nous sont faits par la société que nous refusons, c'est bien ce qui nous la rend désirable ; *et* : on ne peut désirer que des signifiants, sinon vides, du moins « insaturés »).

Il arrive à Blanqui de formuler assez nettement cela. Dans sa « Lettre à Maillard »<sup>7</sup>, après avoir exprimé à ce dernier son désaccord quant aux causes de l'avortement de Février, et avoir notamment innocenté les philosophes (« c'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut être philosophe », *Maintenant il faut des armes !*, p. 173) et les chefs d'école (id est les doctrinaires du socialisme) dont la diversité des opinions n'est pas un ferment de discorde mais un symptôme positif, Blanqui a cette affirmation étonnante, si l'on y regarde d'un peu près : « Le socialisme, c'est la croyance à l'ordre nouveau qui doit sortir du creuset de ces doctrines. [...] et déjà, de leurs efforts, il est sorti une résultante qui, sans être encore bien déterminée, a cependant saisi l'esprit des masses, est devenue leur foi, leur espérance, leur étendard » (p. 173-174). Voici donc une *définition* du socialisme. Mais elle est bien curieuse. Le socialisme est une croyance, d'abord, donc non point une théorie pleinement constituée et de la validité de laquelle on pourrait s'assurer par les moyens de la science, mais un acte de foi. Cette croyance porte sur un ordre social, ce qui n'est pas étonnant, mais sur un ordre social à venir : il ne s'agit donc pas de croire ceci ou cela quant à l'ordre social existant, mais d'engager sa foi en celui qui pourra résulter d'un mouvement de transformation qu'il s'agit de porter à son terme. Mais encore cet ordre nouveau doit-il sortir du creuset des doctrines socialistes (ainsi qu'il le dit : les « diverses théories sociales qui se proposent de reconstituer le monde sur la base de la justice et de l'égalité »), dont les efforts n'ont pour le moment abouti à rien de déterminé. Donc, en un mot, le socialisme c'est la croyance à l'ordre social qui résultera des doctrines socialistes... Définition purement réflexive : le socialisme consiste dans l'acte de foi envers le socialisme (disons : acte de foi des socialistes envers les socialistes). Ce qui jusqu'à présent en est sorti n'est pas « encore bien déterminé » mais sa valeur de vérité ou sa précision ne sont rien eu égard à son efficacité à s'emparer de l'esprit des masses pour devenir leur foi. C'est bien que, du point de vue de son contenu sémantique et théorique, le socialisme n'est rien, il ne consiste pas dans un ensemble de contenus de pensée *en vue de la connaissance* ; il coïncide avec le mouvement révolutionnaire, il est la forme réfléchie que prend la foi dans l'acte révolutionnaire : « Ne vous y trompez pas, le socialisme, c'est la révolution. Elle n'est que là », autrement dit : sans cet acte de foi aveugle, le mouvement s'éteint ; mais on pourrait dire aussi bien, sans le mouvement révolutionnaire, le socialisme est vide – il est le mot d'ordre vide dont le mouvement a besoin pour *croire en lui-même*.

Qu'on ne se méprenne pas : si Marx penche, parfois décisivement, vers un « nécessitarisme théoriciste », on ne peut pour autant y réduire *LCF*. On l'a vu partiellement plus haut : Marx s'emploie à compliquer la temporalité dialectique, bien qu'il inscrive l'événement révolutionnaire dans un enchaînement nécessaire et déterminé. En soumettant comme on l'a dit le temps révolutionnaire aux conditions de la reconnaissance, il en vient à nier la temporalité événementielle elle-même, la rupture induite par l'événement, rupture que, précisément dans la mesure où *LCF* est un ouvrage d'histoire au présent, un écrit de conjoncture, Marx tente par ailleurs, d'autre part, sur une autre tendance, de penser. Nous avons pu dénouer le complexe des torsions que Marx imprime à ce nécessitarisme à propos de février 48. Mais le moment le plus intéressant à cet égard – et ce n'est sans doute pas, même très vraisemblablement pas un hasard, c'est la période de janvier-mars 1850 qui voit le retour sur la scène politique d'une coalition rouge forte. Et nous pensons que ce n'est pas un hasard parce que cette partie est celle qui est écrite au plus près de l'événement, à la fois pendant et juste après l'événement dont Marx est en train de traiter sans en connaître l'issue (le texte sort en avril 1850 dans la Nouvelle Gazette Rhénane.)

---

<sup>7</sup> Dans A. Blanqui, *Maintenant, il faut des armes !*, Paris, La Fabrique, 2006. Fondateur d'un Club républicain du Ve durant les premiers mois de la Révolution de Février, Maillard avait aussi été proche par la suite du pacifisme de Buchez (spiritualiste notoire) et Leroux ; puis transporté en Afrique suite aux journées de Juin – de ces différents facteurs découle sans doute l'ambivalence du discours de Blanqui à son égard.

Que dit Marx à ce sujet ? Trois choses : premièrement que les diverses fractions dominées (principalement le « prolétariat révolutionnaire » ; « la petite bourgeoisie socialiste » et le « parti bourgeois républicain » *LCF*, 124) composent une « coalition générale contre la bourgeoisie et le gouvernement comme en Février. Mais cette fois, le prolétariat était à la tête de la ligue révolutionnaire. » Autrement dit, le rapport de forces s'est inversé avec le durcissement de l'ordre bourgeois sous le parti de l'ordre et Bonaparte : désormais la scène est claire, c'est l'émancipation du prolétariat qui est le but par lequel l'émancipation de tous (et avant tout de chaque classe) est possible. Et cette coalition triomphe aux élections : « Le parti de l'ordre fut comme foudroyé. » (*LCF*, 125). Et Marx de conclure, après une tirade qui reprend les trois échecs subis par la gauche depuis deux ans : « Le 10 mars était une révolution. » Marx se paierait-il notre tête ? Une élection, une révolution ? Une élection partielle de surcroît, une élection qui est organisée pour remplacer les députés de la Montagne pourchassés le 13 juin de l'année précédente ? Voilà trois candidats du rose-orange au rouge vif qui remportent trois sièges à Paris, et c'est la révolution ? Mais en réalité, ce que veut dire Marx, c'est bien entendu qu'il y a là une virtualité politique révolutionnaire. « Derrière les bulletins de vote, il y a les pavés. » Et il y a les pavés parce que – deuxième chose que dit Marx à la fin du chapitre III – le parti de l'ordre s'affole et, comme dit Marx, « revient naturellement à son inévitable lieu commun. « Davantage de répression! s'écrie-t-il, répression décuplée! » » (*LCF*, 126-127). Sauf que « sa force de répression est devenue dix fois plus faible, tandis que la résistance a centuplé », et on comprend pourquoi : désormais sont passées du côté du prolétariat toutes les classes intermédiaires avec lesquelles, en juin 48, la bourgeoisie avait pu réprimer l'insurrection ouvrière. Troisième chose, c'est, dans cet affolement de l'ordre, devant la menace d'un retour à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne, le suicide dans lequel s'engouffre la bourgeoisie, à savoir la volonté de supprimer la République constitutionnelle et le suffrage universel qui, à ses yeux, la menace, alors qu'en réalité – c'est du moins ce que Marx a mis en évidence – elle est la forme sous laquelle la bourgeoisie peut vivre et imposer son ordre sans être prise dans des querelles à la fois politiques (entre orléanistes et légitimistes) et économiques (entre grands propriétaires, industriels, financiers) : « les fractions coalisées de la bourgeoisie sont déjà condamnées du fait même qu'elles désertent la seule forme possible de leur pouvoir commun, la forme la plus puissante et la plus complète de leur domination de classe, la République constitutionnelle, et retournent à cette forme inférieure, incomplète et plus faible qu'est la monarchie. » (*LCF*, 128-129)

En somme, Marx voit dans cette situation de mars 1850 la révolution à portée de main. Et pourtant, les conditions ne sont pas parfaites. Elles ne sont pas *mûres*. La simplification n'est pas accomplie. Certes, il y a, dans une certaine mesure, simplification : mais justement, dans une certaine mesure seulement, c'est-à-dire dans la mesure où le degré qu'a atteint la simplification en mars 1850 marque un état plus avancé du processus qu'en février 48, et donc aussi, du même coup, un état encore trop faible par rapport aux conditions nécessaires à la révolution, à savoir une simplification radicale. C'est qu'en effet, à rigoureusement parler, c'est-à-dire à vouloir trouver dans la situation une fusion des classes intermédiaires dans la classe prolétarienne, on risque d'être déçu : ce n'est qu'une coalition, « coalition d'intérêts divergents », pas moins d'ailleurs que le parti de l'ordre, et qui fait de ce parti rouge un « soi-disant parti » (*LCF*, 119). D'où l'étrangeté apparente de ce passage qui suit la 'démonstration' d'une certaine simplification des antagonismes, et qui rappelle posément et ironiquement, comme en aparté du cours du texte, les différences idéologiques de la coalition (*LCF*, 121). Mais reste qu'il y a là une révolution qui s'esquisse, dont la raison semble vide, c'est-à-dire non déterminée et orientée soit par des causes communes précises, soit par un contenu désiré ; esquisse de révolution portée par une coalition multiforme, dont l'unité est, elle aussi, pour le moins vide (bien que différemment orientée par rapport à février) : « se présenter hautement comme moyen d'émancipation du prolétariat et présenter l'émancipation de celui-ci comme son but. » Et Marx précise le surinvestissement de ce mot d'ordre : « Tromperie voulue de la part des uns, aveuglement volontaire des autres, qui prétendent que le monde transformé selon leurs propres besoins est le meilleur monde pour tous, la réalisation de toutes les aspirations révolutionnaires et l'abolition de toutes les collisions révolutionnaires. » (*LCF*, 120)

La thèse de la simplification des antagonismes est ici devenue une thèse qu'on pourrait dire, pour reprendre des termes kantien, « réfléchissante ». Plus exactement, c'est une thèse dont l'usage est devenu réfléchissant, au sens où l'usage de cette thèse permet ici à Marx de s'orienter dans l'enchevêtrement complexe et mouvant de l'expérience, des rapports multiples de classes multiples. Cet usage lui permet de conceptualiser cette expérience, c'est-à-dire de lui donner signification(s), de distinguer les éléments et leurs rapports. La thèse n'est plus l'expression discursive du mouvement dialectique de l'histoire, c'est une Idée dont la réalisation dépasse l'expérience et qui sert de principe à la pensée de Marx pour donner un sens à l'expérience, sens toujours fragile, provisoire, à remettre en jeu. Mieux, elle lui permet de tracer des orientations virtuelles indéterminées dans l'expérience (puisque cette Idée catégorise, et donne sens sans déterminer l'expérience, mais à simple titre d'orientation). Dès lors, la pensée est plus attentive aux mouvements révolutionnaires en train de se faire, puisque la révolution n'est plus interprétée comme le terme de la réalisation progressive d'un mouvement réel, mais comme l'ensemble des lignes de fuite qui se dessinent dans l'ordre social et s'emploient à y tracer autant de lignes de fractures. Lignes de fractures dont on peut, mais seulement à titre réfléchissant, distinguer les forces respectives mais aussi les faiblesses, non pas à partir d'un principe transcendant (idéal d'un antagonisme radical), mais depuis une polarité tendancielle (plus ou moins de simplification) immanente aux mouvements et aux luttes de classes.

C'est entre ces deux conceptions de la temporalité que Marx oscille dans *LCF*, selon qu'il tend à déterminer dialectiquement le sens des révolutions et contre-révolutions ou qu'il s'emploie à y discerner les lignes de fuites, de fracture, les points de rupture virtuels, pris pour ainsi dire dans la conjoncture dont il traite. Il est vrai que cette seconde tendance est, en quelque sorte, un oiseau pour le chat : les virtualités qu'elle soulève sont toujours prêtes à être ressaisies dans le mouvement nécessaire de l'histoire. Le mouvement dialectique de simplification peut toujours relever ces écarts à la nécessité idéale. On en trouvera un exemple frappant au chapitre IV, qui reprend les points de fracture du chapitre III. Ceux-ci étaient alors diagnostiqués dans l'indétermination qu'ils ouvraient, c'est-à-dire dans les lignes de fuite révolutionnaire qu'ils traçaient, au moment même, on vient de le voir, où ils s'élaboraient. Au début de ce quatrième chapitre, Marx rend raison *a posteriori*, c'est-à-dire quelques mois après avril 1850 – octobre en l'occurrence – de l'échec de ces tendances révolutionnaires de mars 1850. Pour la bonne économie matérielle dialectique depuis laquelle Marx écrit désormais, une fois l'indétermination refermée, l'effervescence révolutionnaire ne pouvait finir que de cette manière : par un échec. Et cela, notamment, en raison de la bêtise des Montagnards et des paysans, lesquels, bien qu'ils se soient rangés aux côtés du prolétariat, n'étaient *in fine* et en réalité pas assez mûrs : trop montagnards encore et donc petits-bourgeois réformistes prêts à s'engouffrer dans la première victoire parlementaire venue et à renoncer à l'usage insurrectionnel de la force ; trop paysans encore et donc incapables « d'initiative révolutionnaire » (*LCF*, 132).<sup>8</sup> A quoi il faut ajouter l'absence de radicalisation des conditions d'existence du prolétariat, c'est-à-dire le trop faible degré d'antagonisme : la contradiction n'était pas parvenue à ce point où elle pouvait se retourner d'elle-même, ce qu'indique le niveau de vie des prolétaires, relativement supportable et

---

<sup>8</sup> Que dit exactement Marx dans ce chapitre ? En substance, que la situation économique en 1850 rendait impossible une véritable révolution, car cette situation était trop prospère, au sens où les forces productives se développaient sans pour autant mettre en question les conditions bourgeoises, sans entrer en conflit avec les formes de productions bourgeoises qui les conditionnent. Autrement dit, sur l'échelle de la simplification des antagonismes, mars 1850 était encore trop bas. Double conséquence : d'une part la lutte n'est pas radicalisée au point d'être rendue intolérable pour les dominés (ainsi, selon Marx, la raison majeure du non-soulèvement du prolétariat lors des mois qui suivent mars 1850 est due à la prospérité commerciale et industrielle), d'autre part, les classes coalisées du parti rouge n'ont pas été intégrées dans une classe opposée à la classe bourgeoise. La preuve en est que les classes rassemblées autour du prolétariat restaient bien des classes distinctes, autrement dit que la lutte restait trop plurielle encore, que la simplification n'avait pas amené les classes intermédiaires à se fondre dans la classe prolétarienne; dès lors, il ne fallait guère s'étonner si, dès la moindre occasion, les divergences se sont fait jours : ainsi suite à sa victoire aux élections de mars, la Montagne a cru qu'elle pouvait désormais se contenter de cette voie légale – la Montagne n'a plus pris comme but l'émancipation du prolétariat, elle n'a plus pris non plus le parti de l'ordre comme un adversaire dangereux, comme un opposant qu'il fallait à tout pris renverser.

ne provoquant pas l'insurrection.

Nous avons là un mouvement rigoureusement inverse de celui qui entraînait le lecteur à la fin du chapitre III (soit l'ironie plutôt que l'enthousiasme ?) : pas de précipitation, il faut que la situation mûrisse (toute précipitation, si elle semble à certains moments être la condition même, on l'a vu, d'une explosion révolutionnaire, est aussi l'indice pour Marx d'une tentative toujours déjà vouée à l'échec). Il faut toujours que la situation mûrisse, que les conditions soient radicalisées, afin que les intérêts objectifs des classes intermédiaires et de la classe prolétaire soient identiques, à savoir tous orientés vers le renversement de la classe bourgeoise. Mais il faut aussi que les hommes mûrissent Plus précisément, et avant tout, que le prolétariat mûrisse. Que le prolétariat soit mûr, qu'il apprenne, c'est tout à la fois le constat et le souhait de Marx dans *LCF*. La rhétorique de la répétition qui scande ce texte n'est rien d'autre que l'instrument par lequel Marx (et, selon Marx, le prolétariat) éprouve, c'est-à-dire mesure, l'apprentissage des hommes à travers les conjonctures révolutionnaires. Nous terminerons notre lecture de *LCF* sur ce point.

Partons d'un exemple *a contrario* : la Montagne. Plus précisément, la Montagne « puînée », comme Marx l'appelle, c'est-à-dire la Montagne de 48-52, qui d'une part répète la Montagne de 1793, c'est-à-dire, en quelque sorte, joue sur la scène révolutionnaire de 48 dans les costumes (attitudes, phrases, vocabulaires, etc.) de la Montagne de 1793, donnant cette impression – et se la donnant à soi-même – que la révolution de 48 dans son ensemble répète – pour l'accomplir, pour la reprendre et l'achever – la Révolution Française, plus précisément la période de la Convention. Et qui, d'autre part, ne cesse soi-même de *se* plagier, de *se* rejouer, de répéter les mêmes actions, au sein de la conjoncture 48, entre 48 et 52, reproduisant en somme les mêmes erreurs. Ce sont les deux aspects de la répétition : volonté de reprendre le passé là où on l'avait laissé et de le répéter en le rejouant ; incapacité à tenir compte des erreurs dans lesquelles on s'est fourvoyé et répétition quasi à l'identique des modes d'être ayant conduit aux impasses qui se répètent également, comme si le temps faisait du sur-place, comme si le temps ne passait plus.

1. d'un côté, une volonté de rejouer une scène passée en supprimant tout ce qui s'est passé entre elle et nous. Il s'agit, dans cette répétition, de rien moins que d'une annulation du temps lui-même. Sauf que, pour les acteurs de la période 48-52 qui, eux, ont bel et bien éprouvé le passage du temps reléguant 1793 au passé, c'est là un désir stupide et improductif, incapable d'être adéquat à son époque, c'est-à-dire en réalité moins d'y être adéquat que d'y être actif et agissant (nous reviendrons sans doute sur cette question dans la séance consacrée au *18 Brumaire*). D'où le ridicule, aux yeux des acteurs de la conjoncture – et, en premier lieu, aux yeux de Marx – de cette grandiloquence qui caractérise la Montagne, et particulièrement son représentant le plus fameux, Ledru-Rollin qui, pour parler vulgairement, « se la joue ». La question de la répétition met donc en scène la capacité des acteurs à éprouver le passage du temps, et plus particulièrement ce qui marque une rupture irréductible dans le temps, l'événement : entre ceux qui refusent la radicalité de l'événement et prétendent revenir en amont, et ceux qui tiennent l'événement et ses conséquences, c'est-à-dire la rupture du temps lui-même, la répétition est le fait des premiers. (Nous ne revenons pas sur cette dualité ; mais précisons néanmoins qu'il faudrait distinguer de ce désir de retour dans le passé et par là de négation du temps par les premiers la manière dont, pour les seconds, la construction d'une durée propre à l'événement, c'est-à-dire son inscription sur une surface d'enregistrement qui est à construire, implique et passe par l'inscription simultanée de l'événement dans un code révolutionnaire qui lui est propre, qui n'est pas tout entier déjà là, au sens où dire par exemple « République » est bien entendu pour les socialistes et les ouvriers une manière de reprendre un mot d'ordre déjà là sous la Restauration, et d'inscrire également leur lutte dans le cadre de 1789 ou 1793, mais où d'autre part c'est une manière non pas de coder l'événement et de le réduire à un ordre temporel transhistorique mais d'ouvrir le temps en s'efforçant de construire, comme on l'a dit la semaine passée, une mémoire des luttes, c'est-à-dire une temporalité révolutionnaire.)
2. de l'autre, une apparente répétition de certains faits au sein même de la conjoncture 48,



comme si la révolution et les faits qui s'ensuivent ne cessaient de se répéter, compulsivement. En réalité, ces deux aspects de la répétition sont corrélatifs : ce sont les mêmes qui sont incapables d'agir leur temps et qui le répètent inlassablement, ce sont les mêmes qui ne vivent leur temps que sur le mode d'un passé qui ne passe pas, qui n'est pas pour eux passé, où ils se réfugient, et qui ne parviennent pas plus à faire passer leur présent. Mais ce second aspect de la répétition apporte une idée nouvelle. Car il n'est pas sans paradoxe : il revient, à force de répétition, à nier, *d'un certain point de vue*, l'idée même de répétition. De quel point de vue ? Du point de vue de celui qui répète, qui ne répète pas à ses propres yeux, qui ne voit pas qu'il répète, puisque, ne prenant pas conscience de ses erreurs, il ne prend pas la mesure du passage du temps. La répétition, en ce sens, n'est donc répétition que pour d'autres points de vue aux yeux desquels ce sont bien les mêmes gestes répétés dans deux situations différentes, dans deux moments du temps différents, alors que pour le point de vue de celui qui répète, il s'agit là du même moment. Ainsi la Montagne, répétant ses erreurs durant toute la période républicaine, ce que Marx ne cesse de railler (combien de fois n'y a-t-il pas des formules comme « la Montagne dupée une fois plus »), la Montagne donc a la conviction qu'il s'agit de la même situation dans les deux cas : la Montagne n'a pas le *sentiment* que quelque chose ait changé entre 48 et 52. Le monde n'a pas changé, c'est comme s'il ne s'était rien passé, c'est-à-dire très précisément : c'est comme si ses attitudes, actions, pensées, pratiques, etc. de juin 49 n'avaient jamais existé au sens où elles n'auraient jamais conduit à un échec, c'est comme si l'on recommençait juin 49 en mars 50. La Montagne ne se rend pas compte que quelque chose a changé, parce qu'elle ne se rend pas compte qu'elle s'est trompé, qu'elle se berçait d'illusion en juin 49. Les illusions de juin 49 n'apparaissent pas à la Montagne comme illusions. Mais si la Montagne ne se rend pas compte de ces illusions, si elle ne voit pas qu'elle reproduit les mêmes erreurs, qu'elle répète les illusions qui l'ont conduite naguère à l'échec, Marx et le prolétariat, eux, le voient. Autrement dit, du point de vue de la Montagne, il n'y a même pas répétition, puisqu'il n'y a rien qui ait changé (il ne saurait donc pas y avoir un couple passé/présent autorisant le déplacement répétitif) : le point de vue de la Montagne, c'est, par une négation vécue du temps, le point de vue de l'annulation tendancielle de la répétition. Alors que le point de vue du prolétariat et de Marx, c'est celui, au contraire, d'un usage de la répétition qui est la marque d'une rupture temporelle : la répétition des illusions du passé apparaît aux yeux du prolétariat comme la preuve d'une stupidité confondante de la Montagne qui n'a pas changé et du même coup la mesure d'un changement de temps que la Montagne est incapable d'effectuer. Le prolétariat perçoit le changement, c'est-à-dire avant tout *a changé lui-même* : c'est pourquoi l'usage de la répétition est presque pour le prolétariat un *moyen d'évaluer* son propre changement. Alors que la Montagne répète les mêmes illusions, les prolétaires voient d'une part l'écart entre une situation nouvelle et les mêmes éternelles erreurs et d'autre part perçoivent leur propre changement par opposition à l'absence de transformation de la Montagne. Le prolétariat change, et éprouve ce changement dans les répétitions. Les répétitions sont pour lui différenciantes, c'est-à-dire productrices de différence, d'une différence de temps, d'une transformation irréductible d'une situation à une autre, d'une rupture irréversible.

Cette manière de vivre la répétition est très exactement ce que Marx identifie dans *LCF* comme étant un apprentissage, faisant alors de la conjoncture 48, pour le prolétariat (et provisoirement dans le chapitre III, avant de se rétracter au chapitre IV, pour la paysannerie), une « école » (la formule revient plusieurs fois sous la plume de Marx dans *LCF*).

La distinction des types ou des modes de répétition, en tant qu'elle permet de distinguer ceux qui apprennent et ceux qui répètent leurs erreurs, ou plutôt stagnent dans leurs illusions, trace une ligne de démarcation capitale. Nous voulons dire par là (très vite, trop vite) qu'elle trace une ligne de démarcation entre, d'une part ceux qui sont insensibles à l'historicité, c'est-à-dire insensibles aux ruptures temporelles irréversibles et ne prennent pas la mesure des changements de situation

propres au processus historique, ceux qui, par conséquent, n'apprennent rien ; et, d'autre part, ceux qui y sont sensibles, c'est-à-dire ceux qui apprennent des événements, au sens où ils éprouvent une rupture entre un passé et un maintenant qui permet l'écart entre l'illusion et quelque chose comme une vérité, une vérité *apprise*. L'apprentissage du prolétariat est l'apprentissage de la réalité de sa situation, c'est-à-dire du degré de simplification atteint. Par là, il n'est rien d'autre que l'apprentissage de la vérité, la vérité de l'histoire en train d'advenir – qu'exprime la thèse de la simplification des antagonismes – et à partir de laquelle il peut désormais évaluer les positions de classes, le degré de contradiction, la possibilité de la révolution : la maturation de l'histoire. Patiemment. Sans précipitation.

Ce que nous voudrions chercher maintenant chez Blanqui, ainsi que dans une certaine « configuration discursive blanquiste » (soit dit pour suivre Héricord), ce n'est pas une alternative à la position marxiste, qu'il s'agirait simplement de lui opposer, mais plutôt une autre tendance de la pensée des luttes et de leur temporalité, qu'il serait possible de greffer à celle de Marx aux lieux de son discours où elle s'avère en fait plus compatible avec celui des esprits de Marx que nous avons choisi de privilégier que ne le sont les énoncés marxistes eux-mêmes.

Reprenons les termes de notre enjeu théorico-pratique de l'interprétation de l'événement : on a vu que le rétablissement de l'ordre et la négation de l'événement insurrectionnel, est aussi, du même geste, son inscription sur une certaine surface (simple modification de régime politique, et donc inscription dans l'ordre bourgeois précédent) et donc également la négation d'autres tentatives d'enregistrement, comme celle des socialistes qui inscrivent l'événement – par la proclamation de la République – dans l'ordre révolutionnaire de 1793 : « Le Gouvernement provisoire, de son côté, une fois contraint de proclamer la République fit tout pour la rendre acceptable à la bourgeoisie et aux provinces. Les horreurs sanglantes de la Ière République française furent désavouées pour l'abolition de la peine de mort pour délits politiques » (*LCF*, 24). L'enjeu de la République, qui petit à petit devient l'organisation du travail, passe par l'enjeu de l'histoire dans laquelle elle s'inscrit, dans laquelle elle s'enregistre, qui attribue ainsi à l'insurrection plus ou moins de puissance révolutionnaire (c'est-à-dire radicalement transformatrice). Si l'objectif est bien d' « en finir avec les ouvriers » et leurs revendications désormais officialisées, alors il faut en finir avec l'histoire, avec les histoires dans lesquelles ils inscrivent leurs luttes et les revendications qui les portent, et les idéologies dans lesquelles elles baignent.

Or cette question est la question même de Pardigon.<sup>9</sup>

Il nous semble en effet possible de commencer à trouver dans les réflexions de Pardigon les boutures pour une greffe appropriée – même si les éléments d'une position authentiquement insurrectionnelle dans la théorie (*id est* par rapport aux rémanences d'idéalisme) restent eux aussi pris et coagulés dans de nombreuses telles rémanences. Disons-le vite d'emblée : les éléments d'une pensée non-dialectique de la conjonction des forces et non de leur progressif devenir-ce-qu'elles sont via le travail du négatif. Pensée de la rencontre et de l'exil.

Certes, chez Pardigon se retrouve exemplairement une compréhension profondément téléologique et idéaliste de la Révolution, faisant sourdement son chemin à travers l'histoire, avec et contre son refoulement par les obstacles absurdes de la contingence et les forces brutales de la Réaction. Mentionnant les révoltes consécutives au « guet-apens du 2 décembre », les insurrections populaires des petites villes, des bourgs et des hameaux formant comme un vaste « bataillon sacré » (p. 97), Pardigon les juge d'autant plus *significatives* qu'elles sont au fond désespérées, « sans signal, sans chef, sans direction » – à la fois éparpillées et vouées à l'échec tant est importante, à ce moment, l'intensité de la répression (état de siège pour un tiers des départements, propagande intensive, contrôle de tous les appareils idéologiques tournant à plein régime ; p. 94). Mais c'est justement par là même qu'elles témoignent de quelque chose – parce qu'elles ne sont pas le produit d'une lutte unifiée et concertée, mais sont éparpillées sans ordre, et parce qu'elles ne peuvent espérer aucun succès – elles témoignent du cheminement souterrain de l'Idée républicaine dans le

---

9 Dans les *Episodes des journées de juin 1848*, *op. cit.*

Peuple.

« Depuis 1848, la république a dû pousser bien de nouvelles racines dans le pays pour qu'elle recrutât de si braves défenseurs, au milieu même de populations qui ne l'accueillirent, en février, qu'avec hostilité ou indifférence. » (p. 97)

Sous l'éparpillement et l'irrationalité de ces mouvements capillaires, ce qui se signale c'est le développement progressif de l'*Idée* de république, qui est la cause secrète de ces insurrections « sans signal », l'unité secrète de ces insurrections « sans chef » (tête, principe), le telos secret de ces insurrections « sans direction ». Elles constituent, en outre, un événement chargé de sens, un *signe* (au sens exactement kantien : remémoratif, pronostique, diagnostique), précisément en cela qu'elles ne viennent pas du cœur de la révolution (les villes, et en premier lieu Paris), mais de ses marges, de gens dont l'enthousiasme insurrectionnel ne s'*explique* pas (ce qui est essentiel dans la conception kantienne de l'événement, c'est que l'enthousiasme pour la révolution des gens qui n'y ont pas intérêt ne s'*explique* pas – c'est l'absence de causalité phénoménale de l'affect qui en conditionne la valeur de signe), et même s'*explique* d'*autant moins* qu'ils étaient hostiles ou indifférents à la République au moment où il eût été pertinent de lui être favorable. Que leur rapport affectif à la république se soit inversé dans un rapport inverse à l'évolution de la conjoncture (qui de favorable, devient défavorable) indique précisément que l'*Idée* de république a progressé (selon son historicité propre) dans le temps même où sa réalité historique (et donc les conditions concrètes de son instauration) se trouvait dans une phase régressive.

De là que Pardigon puisse – et la thèse ne manque pas d'originalité – considérer ces révoltes paysannes de 1851 comme « le phénomène le plus significatif, le plus important pour l'avenir, de tous ceux qui sont apparus pendant cette première moitié du XIXe siècle » (p. 98), ce qui n'est pas rien à propos de « jacqueries » qui, du strict point de vue de la réalité politique ont surtout servi au pouvoir bonapartiste à se légitimer (et à légitimer son propre durcissement) comme recours de la notabilité provinciale contre cet objet de toutes ses hantises (voir la note de Héricord à cette même page 98 ainsi que, peut-être, les pages de Marx sur le pouvoir bonapartiste réprimant la paysannerie au moment où il la sent ne plus le soutenir). Il faut bien comprendre, néanmoins : phénomène important *parce que* significatif, significatif pour l'avenir – de la politisation des masses rurales rejoignant pour la première fois le « grand courant des idées nouvelles et du mouvement révolutionnaire », ce qui contribue aux yeux de Pardigon, et en quelque sorte in absentia, à son devenir-prolétaire, ou plutôt à la fusion tendancielle *des* luttes de classe paysannes et citadines-prolétaires dans *la* lutte des classes (cf supra quant à cette distinction entre les luttes de classe et la lutte des classes). Nous disons in absentia car de front commun il n'y en a pas, dans le réel. De devenir-lutte des classes de ces luttes de classe il n'y en a pas dans la Realpolitik du monde réel – mais ce front et ce devenir (dit Pardigon, pense Pardigon), ils se font, eux-mêmes et leur propre historicité, dans cette caisse d'enregistrement et de mémorisation que sont *les corps des dominés*<sup>10</sup>. Par le « riche tribut de persécutions » qu'ils ont payé, les paysans, les provinciaux ont eu *leurs* journées de Juin, retrouvant et rajeunissant « les traces sanglantes des transportés » – l'unité à *venir* des forces révolutionnaires se faisant, ici et maintenant, *au présent*, sous nos yeux, là même où elle n'a pas lieu, pas de lieu, dans le mélange du sang des morts *passés*, dans l'unité des morts qui se donnent la main et contractent un pacte – oui, au présent car Pardigon la voit, comme s'il y était, sous ses yeux : « nous ne voyons plus, dans la démocratie, qu'une forte phalange dont les soldats, tous égaux, tous frères, tous frappés, tous passés sous les mêmes fourches caudines, dévorent secrètement leur affront et attendent pour briser le jour l'heure marquée par les destins » (p. 99). C'est en cela – en tant que « l'ouvrier des champs a rejoint l'ouvrier des villes » – que cet événement intrinsèquement provincial est, en fait, « un événement national ». Thèse d'une grande force théorique et hallucinatoire si on la lit à la rigueur : c'est *dans la mort et dans le deuil* que

---

<sup>10</sup> Conférer sur ce point les belles remarques de Foucault commentant le film de René Allio sur Pierre Rivière et évoquant « ces micro-événements qui ne méritent même pas d'être racontés et qui tombent quasi-hors de toute mémoire » (DE III, p. 116), dont il ajoute qu'ils ne disparaissent pas néanmoins tout à fait car « il y a bien un niveau où ça s'inscrit, et il n'y a pas finalement un événement quelconque qui s'est passé au fond de nos campagnes qui, d'une certaine manière, ne s'inscrive encore dans le corps des habitants des villes du 19ème siècle » (*idem*)

l'ouvrier des champs a rejoint l'ouvrier des villes, et nulle part ailleurs – un événement national parfaitement invisible donc, le passage d'un seuil dans le devenir-révolutionnaire de la révolution qui s'opère – ni sur le terrain d'opération concret où des troupes en armes se rejoindraient, ni même par l'égalisation tendancielle des conditions socio-économiques d'existence – mais dans la mort et la mémoire, support d'inscription et caisse d'enregistrement d'une autre historicité.

De ce point de vue, qui est celui de l'auto-éducation de la révolution que Marx ne pensait pas à partir du deuil mais plutôt du phénomène de la répétition, il est intéressant que Pardigon confère un rôle et une puissance toute particulière à l'exil. Pardigon insiste sur ce phénomène (principalement la déportation à Nouka-Hiva dans les Marquises, la transportation au camp de Lambessa en Algérie et au bagne à Cayenne, les trois principaux lieux de déportation pour les prisonniers politiques de la Seconde République puis du Second Empire, mais aussi la simple proscription, abolie seulement en 1859, entraînant l'exil, que ce soit en Angleterre, aux USA, etc.). Pardigon en donne une description très poétisée : « pèlerinage perpétuel », « des groupes de proscrits sillonnent les chemins comme des pestiférés » (p. 99), ils n'ont plus de lieu propre et sont condamnés au nomadisme, du Piémont en Suisse, Ostende, Douvres puis, « sur les voies tracées par l'émigration irlandaise » (p. 100) les USA. Mais, jetés dans la dispersion et l'errance, ils sont comme unis par ce qui les isole et les sépare, et en viennent à former (aux yeux de plus en plus poétiques de Pardigon) une véritable Internationale de l'exil, effectivement et concrètement sans propriété, sans patrie, sans famille, ils alimentent depuis le dehors les énergies vives d'une révolution dont le cœur s'est refroidi (la force vitale écrit Pardigon persiste dans les extrémités et de là alimente les centres exténués, métaphore physiologique renversée). Car, en terre d'exil, ils se branchent sur toutes les énergies révolutionnaires qui avaient été éveillées dans le monde par la Révolution de Février, qui sont restées vivaces et peuvent la féconder à leur tour (cf. l'importance de la question polonaise notamment). Ils portent en eux, sur leur corps, à même leur condition d'exilé, le témoignage de la révolution, ils sont « le livre vivant de la République universelle » (p. 102). Thèse paradoxale : la diaspora des républicains dans l'exil *fabrique du commun*, leur fabrique une unité qu'ils manquaient à se donner « chez eux », à la maison – l'exil est le « terrain commun » où la classe ouvrière se fait son auto-éducation, « des emprunts et une éducation réciproque ».

« Tous ces peuples écrivent leur page sur le livre de l'Humanité ; ils apportent tous un enseignement ; ils combattent tous, par un côté, l'ennemi commun et universel ; ils n'ont qu'à s'interroger pour se comprendre et pour décupler leur action » (p. 103)

On avait vu le rôle essentiel que jouait chez Marx (à vrai dire, la chose est tout à fait vraie aussi de Blanqui mais d'une autre manière) le mouvement de simplification de l'antagonisme, c'est-à-dire de constitution réciproque et en face-à-face de la *position* révolutionnaire et de la *position* réactionnaire (on peut aussi bien dire : prolétariat vs bourgeoisie, travail vs capital...), selon quelle dialectique complexe elle avait à s'opérer, et quel type de critique il était possible de faire à Marx de ce point de vue (et en partie au nom de Marx lui-même). Il est donc intéressant que Pardigon formule le même enjeu – l'autoconstitution de la classe universelle dans la définition corrélative de l'« ennemi universel » – mais en trouvant sa solution à travers la positivité de l'exil et des conjonctions et rencontres s'opérant dans l'espace vide de l'exil (« rencontres multipliées de fugitifs, sur les grands chemins, sur les ponts des navires, sur toutes les frontières », « difficiles entretiens où chacun s'essaye à balbutier une langue rebelle »), donc à un niveau *immédiatement international* – il est clair qu'aux yeux de Pardigon, la révolution ne peut se constituer comme telle qu'à cette échelle d'abord internationale, c'est-à-dire en marge (en périphérie) *de toute forme de souveraineté état-national que ce soit*, à l'extérieur de tout espace constitué comme Etat, à même la frontière, dans les interstices de la politique internationale – pour refluer ensuite dans les espaces nationaux (et non pas, selon le cheminement inverse, par extension et diffusion d'une révolution qui s'opérerait *au cœur* du capitalisme, là où la contradiction, justement, serait « mure »). La chose ne peut être que suggérée ici, et il va de soi que le discours de Pardigon est sans doute plus celui d'un certain enthousiasme poétique que de la froide analyse des processus historiques – mais il est possible que toute la logique marxienne, jusques et y compris celle à l'intérieur de laquelle se

trouve pris le *Capital* reste fondamentalement enfermée à l'intérieur des limites (géographiques, conceptuelles, imaginaires) de l'État-nation et du schème de la souveraineté qu'il implique. Grande importance alors, là-contre, de tous les penseurs de la conspiration, du groupuscule plutôt que du parti, de la guérilla d'un petit nombre plutôt que de la guerre à front ouvert de deux camps déclarés, qui pourraient permettre de décroiser, peut-être, la pensée marxienne de cet ancrage étatique et souverain.

Deux points fondamentaux, à condition de les creuser bien sûr, pourraient du coup autoriser à trouver chez Pardigon (entre autres) un instrument pour pousser en avant l'un des esprits de Marx au détriment de certains autres : d'abord, une pensée de l'enregistrement historique des expériences révolutionnaires qui ne se fasse pas en référence à un temps idéal défini par la théorie et fixant (pour ainsi dire a priori) les degrés relatifs d'avance et de retard des processus (tout en, le point essentiel et là, impliquant en dernière analyse logiquement la prévalence du lieu politique où la révolution *doit* se produire d'abord, et donc en arraisonnant la possibilité de la révolution à une certaine forme nationale), *mais* en référence à la seule mémoire ouvrière elle-même, dans son corps et ses deuils, dans et par le sang versé (pour approfondir cette question, c'est le problème du rapport à l'idéologie de la révolution qu'il faudrait creuser) ; d'autre part, une théorie de la constitution de l'antagonisme révolutionnaire par simplification du conflit qui ne soit pas soumise à une dialectique en dernière instance nécessitariste, mais se pense en termes pleinement positifs de conjonctions de forces, de rencontres et de contingences, et ce surtout à une échelle, ou plutôt dans un espace *immédiatement international*. Depuis la marge et non depuis le cœur du système.

Dernière remarque, qui a trait au thème – tout à fait récurrent dans notre présentation – de l'autoconstitution d'une temporalité révolutionnaire : l'analyse (ou la fantasmagorie) pardigonienne des événements se fait en référence à une exigence fondamentale : « Il est urgent que l'action révolutionnaire se produise d'une façon aussi unitaire, aussi intense que possible » (p. 123). La différence d'inflexion avec le marxisme se trouve peut-être là, qui commande l'ensemble des différences descriptives et prescriptives des lectures : à ce qu'il reste chez Marx d'appel à *la patience du concept*, à la nécessité d'éprouver le cheminement de l'esprit authentique de la révolution, dans son devenir-lui-même à travers les phases douloureuses mais nécessaires de sa contradiction, avec tout le côté *Bildungsroman* que cela implique (à l'objet prêt, l'historiographie marxiste ne partage-t-elle pas finalement le même présumé que les meilleurs tenants de « l'historiographie républicaine dominante » (Héricord, préface, p. 27), tels M. Agulhon : toute cette histoire compliquée, tout ce bruit et cette fureur ne sont qu'un long et pénible *apprentissage*), s'oppose l'affect, absolument inverse, de *l'urgence de l'action*, que l'on pourrait résumer ainsi : la révolution est toujours déjà à l'ordre du jour, elle se confond avec le socialisme et le socialisme se confond avec elle. Plus même : c'est, pour Pardigon, cette tension permanente des forces dans l'effort de révolution qui est la condition à laquelle s'opèrent les synthèses précédemment mentionnées (constitution d'une *unité* de classe dans le deuil et la mémoire, constitution d'une *identité* de classe dans l'internationale de l'exil) : « que chacun, par l'énergie de la volonté, par la fixité, par la souveraineté du but, se dispose à peser sur les événements, de telle sorte qu'il reste des traces ineffaçables des choses accomplies, et non plus seulement des aspirations, des tâtonnements et du verbiage » (p. 123) – là encore, lisons en toute rigueur : ce qui décide du *sens réel* de l'action révolutionnaire passée, ce n'est pas leur repérage théorique (extérieur donc à l'événement comme la pensée l'est à la chose et la compréhension scientifique des faits à leur représentation idéologique dans la conscience de ceux qui les font) dans un système de coordonnées pré-établi, c'est l'action révolutionnaire présente, la puissance de la volonté qui s'y engage et qui, en fonction de son intensité maintenue, *fait être* son propre passé comme trace ineffaçable ou aspiration creuse. De l'action révolutionnaire on ne peut pas dire ce qu'elle *a été*, mais seulement ce qu'elle *aura été* en fonction de l'effort révolutionnaire qui, s'appuyant sur elle, *la remet en jeu en permanence*.

C'est peut-être principalement à ce titre qu'il est légitime de penser avec Héricord que Pardigon appartient à une certaine « constellation historiographique blanquiste » (préface, p. 29) – dont le mot d'ordre pourrait être le suivant : « Laissons l'avenir à lui-même » (Blanqui, cité idem). Marx se contente de laisser les morts enterrer les morts (quitte à leur prêter main forte à l'occasion

pour ensevelir le « coup de main » avorté de 48) mais il veut, on s'en souvient que « La révolution sociale du XIXe siècle ne peut puiser sa poésie dans le temps passé, mais seulement dans l'avenir ».

Là se trouve, peut-être – il faudra creuser –, le point d'opposition majeur de Blanqui à Marx, dans le cadre de la problématique que nous avons engagée, et qui tourne largement autour de la question de la temporalité révolutionnaire comme meilleur modèle que celui de la causalité (donc qu'une physique des forces) – pour Blanqui, la révolution *est toujours à l'ordre du jour*, on pourrait presque dire qu'elle l'est par définition – ce qui tient peut-être à ce que Blanqui la pense en technicien plutôt qu'en théoricien : sa question n'est jamais, kantienement, celle des conditions de possibilité de la révolution (ce qui, avec les massives inflexions nécessaires, reste la question, au moins selon l'une de ses tendances, l'un des ses « esprits » dirait Derrida, à partir de laquelle s'organise la problématique marxienne) ; sa question est : compte tenu du fait qu'il s'agit d'être toujours en train de faire la révolution, de pratiquer *maintenant* l'insurrection, comment s'y prendre ? plus précisément : quoiqu'on fasse, il s'agit de le faire du point de vue de la révolution, d'être toujours dans un état et une situation révolutionnaires, étant entendu que la conjoncture modifie les manières de s'y prendre pour être en état de révolution, donc : quelles sont les formes adéquates qu'impose la conjoncture à celui qui veut pratiquer au présent l'acte insurrectionnel ? De sorte que même là où le diagnostic est similaire, chez Marx et Blanqui (e.g. nécessité du socialisme par le haut, thèse de la simplification de l'antagonisme), la position de problème à partir de laquelle le diagnostic est posée est fondamentalement différente. D'un mot : Blanqui chie sur la « patience du concept ».